

Tous aux côtés des salariés de Florange Leur combat est le nôtre

EXPROPRIER MITTAL : UN OBJECTIF LEGITIME

BULLETIN DU SECTEUR AUTO DU PERCHE du NPA – 14 DECEMBRE 2012

FLORANGE : SALARIES TRAHIS MITTAL NE S'ENGAGE A QUASIMENT RIEN

Ayrault a beau dire qu'il n'y aura pas de « plan social » à Florange, la vie des 600 salariés concernés reste dans la main de Mittal. Avec un « plan social » déguisé : reclassements sur des sites éloignés, départs en retraite ou préretraites non compensés, chômage technique prolongé.

Un accord pitoyable. Contre de vagues promesses Mittal a fait plier le gouvernement. Il reste maître à bord ; les hauts fourneaux ne redémarreront pas, il refuse même de payer pour un maintien en chauffe nécessaire à un redémarrage rapide.

Pire encore : en 2011, Mittal a versé 2 milliards de dividendes à ses actionnaires, mais c'est l'Etat qui aurait mis 150 millions dans un vague projet que l'ancien PDG d'Arcelor abandonne déjà. A lire dans **Les Echos** : « Faire croire que Ucos va sauver les hauts fourneaux, c'est de la tromperie. »

CONTRE LES LICENCIEMENTS, RIEN A ATTENDRE DE CE GOUVERNEMENT

Chez Petroplus, dans l'automobile et ailleurs, pour tous les salariés menacés de fermetures de sites et suppressions d'emplois, ce qui vient de se passer autour de Florange a valeur de symbole. Le gouvernement s'aligne sur les exigences patronales. Même chose quand il s'empresse de faire voter cette semaine par le Parlement un nouveau cadeau de 20 milliards pour les entreprises .

Une conclusion s'impose. Pour en finir avec le chômage et la précarité, il n'y a rien à attendre de ce gouvernement. Pour le droit à l'emploi, il serait tout aussi illusoire de croire renverser la vapeur sans développer une mobilisation générale à l'échelle nationale. Une mobilisation qui reste à construire, et devra oser s'engager dans un bras de fer avec à la fois le patronat et le gouvernement .

CONTRE MITTAL ET TOUS LES LICENCIERS OUI A L'EXPROPRIATION

Hollande a désavoué Montebourg et sa menace de nationalisation partielle-provisoire de Mittal. Cela n'avait pourtant rien de révolutionnaire. En 1978 déjà, l'Etat avait repris à sa charge les pertes du secteur sidérurgique, racheté ensuite au prix fort à ses actionnaires. Redevenu ensuite bénéficiaire grâce à des milliards d'argent public, la sidérurgie fut à nouveau privatisée - à prix bradés en 1995 : l'Etat avait banqué, les bénéfices pouvaient repartir dans la poche des actionnaires.

Aujourd'hui, pour éviter une nouvelle catastrophe sociale dans une région déjà sinistrée et maintenir

tous les emplois du site, il était tout à fait légitime d'exproprier l'ensemble du groupe Mittal en France, en refusant de payer un seul centime à ce patron qui a déjà tant profité de l'argent public en reniant la plupart de ses engagements. Et de mettre le groupe sous contrôle des salariés et de la population. Avec d'autres, le NPA a défendu et continue de défendre cette solution.



ILS N'ONT PAS DIT LEUR DERNIER MOT. LE COMBAT DES « FLORANGE » EST LE NOTRE.

Lâchés par le gouvernement, les salariés de Florange n'ont pas encore décidé de se résigner. Comme le dit Edouard Martin, leur délégué CFTD : « Nous avons été le cauchemar de Sarkozy, nous pouvons être celui de Hollande » .

Il est vital pour leur combat qu'ils trouvent à leurs côtés l'ensemble des salarié-es de ce pays et de leurs organisations. L'expropriation de Mittal, sans un centime d'indemnité, en vue du maintien de tous les emplois, reste un objectif légitime. Une victoire contre Mittal serait un encouragement vers une mobilisation générale en défense de l'emploi dans tout le pays.

POUR NOUS CONTACTER:

Si vous souhaitez passer une information, dénoncer des conditions de travail, un mauvais coup de la direction, n'hésitez pas à contacter les diffuseurs :
Tél. 06 82 44 28 63 ou mail : npa.perche@gmail.com

Laisse trainer ce tract là où tu veux qu'il soit lu

ACCORDS DE COMPETITIVITE RENAULT = MOBILITE FORCEE + RTT VOLES

À Renault aussi, la direction négocie les accords de compétitivité. En supprimant le Compte Epargne Formation (CEF), ce sont des jours RTT qu'elle veut récupérer. Elle veut aussi mettre en place deux «pôles régionaux» : d'un côté les usines du Nord-Est, de l'autre celles de l'Ouest. Dans chaque pôle, l'objectif est de «mutualiser» et «fluidifier» les «mouvements des salariés pour toutes les fonctions «support» : logistique, maintenance, achats, gestion, comptabilité, communication, qualité, RH... Des centaines de travailleurs pourraient désormais être déplacés au gré de la direction, d'une usine à une autre, avec plus de précarité, de temps de transport, de pressions au travail, pour des salaires bloqués.

En échange ? La direction dit qu'elle «pourrait s'engager» à ne pas fermer d'usine en France – autant dire qu'elle ne s'engage à rien du tout. Elle fait du chantage à la fermeture pour obtenir la signature de son accord par les syndicats. Après quoi, elle fera ce qu'elle veut.

Heureusement, il y a une troisième voie :refuser catégoriquement ces accords de compétitivité.

A Renault, des débrayages ont commencé à se multiplier cette semaine à Douai, Sandouville, Cléon, Lardy, Guyancourt ou

A PAULSTRA CHATEAUDUN AUSSI, LE DROIT DE SE SOIGNER

Comme trop souvent dans nos entreprises, la direction a proposé à une salariée accidentée sur son lieu de travail le mois dernier de venir retravailler sur un «poste aménagé» pour éviter la déclaration d' «accident avec arrêt» Non, ne pas accepter les petites économies des patrons sur notre santé est élémentaire, et faire respecter nos droits commence aussi par là

MALGRE LA CRISE, LA REMUNERATION DES PATRONS DU CAC40 PROGRESSE ENCORE

Elle a atteint en moyenne 4,2 millions d'euros contre 4 l'année précédente. Parmi eux, 14 dirigeants ont dépassé 240 smic annuels soit 4,6 millions d'euros. Les 2 premiers sont :Maurice Levy de publicis (19,6), suivi de Carlos Ghosn, PDG de Renault (13,3) soit 700 fois le smic !

LES OUVRIERS TURCS DE RENAULT NE SE LAISSENT PAS FAIRE

À l'usine Oyak-Renault, à Bursa en Turquie, de 6200 salariés, malgré la corruption du syndicat unique, les salariés n'ont plus peur de riposter !

Syndicat unique et patron s'étaient accordés pour 18 % d'augmentation quand dans le même temps le prix du pétrole augmente de 50 % et que les conditions de travail se dégradent. 1 500 salariés se sont alors mis en grève pour porter cette augmentation à 50 %. Ils contestent également la légitimité du syndicat mis en place, de longue date, par la direction et qui ne les représente pas. La seule réponse de la direction a été d'envoyer flics et vigiles pour mater la révolte. Résultat : 3 blessés graves et 25 licenciés pour fait de grève.

Alors si nos capitalistes croient trouver là-bas le paradis des exploités, nous pouvons parier sur la combativité des ouvriers turcs.

PSA TOUJOURS PIRE : IL VEUT MAINTENANT SUPPRIMER 11 000 EMPLOIS

Le plan social annoncé par PSA en juillet 2012 prévoyait 8000 suppressions d'emploi. Ce n'est pas assez pour PSA. **Il a annoncé ce mardi 11 décembre aux syndicats lors d'un Comité Central d'entreprise la suppression de 3 000 emplois supplémentaires d'ici 2014**, «C'est la première fois que la direction nous avoue ces chiffres. Arnaud Montebourg demandait en juillet de reformater son plan à la baisse. Ils le reformatent à la hausse. C'est un véritable scandale !».

Ces trois mille suppressions d'emploi devraient donc s'ajouter au plan social annoncé en juillet 2012 et que les syndicats ont refusé d'entériner lors du CCE de mardi. Ce sont 11 214 suppressions d'emploi qui sont programmées par PSA entre mai 2012 et la mi 2014. Toujours pire !

La direction veut désormais ramener d'ici là son effectif en France à 55.900 personnes via son plan social annoncé en juillet, mais aussi grâce au non remplacement des démissions et départs en retraite. Ils étaient 67112 fin mai 2012 et 87000 en 2004.

Il va vraiment falloir s'y mettre Tous Ensemble si on veut pouvoir arrêter cette spirale infernale !

LA REPONSE DES SALARIES D'AULNAY

Entre 300 à 400 travailleurs de PSA Aulnay se sont rendus mercredi devant le site de Poissy, ont pénétré dans le pôle tertiaire, renversant "pots de fleurs et tableaux d'affichage" pour manifester leur "colère", après l'annonce de 1.500 suppressions de postes supplémentaires d'ici à mi-2014.

"La réelle casse, c'est celle de l'emploi : après 8.000 suppressions de postes, la direction en rajoute 1.500. On est là pour dire qu'on est en colère", a commenté avec raison un délégué CGT.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur

